

5*. Convenzione internazionale relativa alla costituzione dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura [UNESCO], conclusa a Londra il 16 novembre 1945. Testo consolidato ufficiale.

Storia: questa convenzione è stata firmata a Londra il 16 novembre 1945, è stata ratificata dall'Italia in base al decreto del Presidente della Repubblica 12 luglio 1949 n. 970, è entrata in vigore in Italia il 27 gennaio 1948 (comunicato 11 febbraio 1948), e vi è ancora in vigore. La convenzione è stata modificata dalle risoluzioni della conferenza generale intervenute nelle seguenti sessioni: II (in Resolutions 1947 2/C, 63); III (in Resolutions 1948, 3/C, 110 e 113); IV (in Resolutions 1949, 4/C, 9); VI (in Resolutions 1951, 6/C, 85); VII (1952) in Resolutions 7/C, 103-105; VIII (1954) in Resolutions 8/C, 12-13; X (in Resolutions 1956, 10/C, 61); XII (in Resolutions 1962, 12/C, 95); XV (in Resolutions 1968, 15/C, 103); XVII (in Resolutions 1972, 17/C, 114); XIX (in Resolutions 1976, 19/C, 93); XX (in Resolutions 1978, 20/C, 161); XXI (in Resolutions 1980, 21/C, 122); XXIV (in Resolutions 1987, 24/C, 167 e 168); XXV (in Resolutions 1989, 25/C, 192-194); XXVI (in Resolutions 1991, 26/C, 134 e 135); XXVII (in Resolutions 1993, 27/C, 102); XXVIII (in Resolutions 1995, 28/C, 117).

Paesi aderenti: Afghanistan, Albania, Algeria, Andorra, Angola, Antigua e Barbuda, Arabia Saudita, Argentina, Armenia, Australia, Austria, Azerbaijan, Bahamas, Bahrein, Bangladesh, Barbados, Belgio, Belize, Benin, Bhutan, Bielorussia, Bolivia, Bosnia Erzegovina, Botswana, Brasile, Brunei Darussalam, Bulgaria, Burkina Faso, Burundi, Butan, Cambogia, Camerun, Canada, Capoverde, Cecoslovacchia, Ciad, Cile, Cina, Cipro, Colombia, Comore, Congo, Congo Repubblica democratica, Corea, Corea repubblica democratica, Costa D'avorio, Costarica, Croazia, Cuba, Danimarca, Dominica, Ecuador, Egitto, El Salvador, Emirati Arabi Uniti, Equador, Eritrea, Estonia, Etiopia, Figi, Filippine, Finlandia, Francia, Gabon, Gambia, Georgia, Germania, Ghana, Giamaica, Giappone, Gibuti, Giordania, Gran Bretagna, Grecia, Grenada, Guatemala, Guinea, Guinea Bissau, Guinea equatoriale, Guyana, Haiti, Honduras, India, Indonesia, Irak, Iran, Irlanda, Islanda, Isole Cook, Isole Marshall, Isole Salomone, Israele, Italia, Jugoslavia, Kazakistan, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Kuwait, Laos, Lesotho, Lettonia, Libano, Liberia, Libia, Lituania, Lussemburgo, Macedonia, Madagascar, Malawi, Maldive, Malesia, Mali, Malta, Marocco, Mauritania, Mauritius, Messico, Micronesia, Monaco, Moldova, Mongolia, Montenegro, Mozambico, Myanmar, Namibia, Nauru, Nepal, Nicaragua, Niger, Nigeria, Nioue, Norvegia, Nuova Zelanda, Oman, Paesi Bassi, Pakistan, Palau, Panama, Papua Nuova Guinea, Paraguay, Perù, Polonia, Portogallo, Qatar, Repubblica centrafricana, Repubblica ceca, Repubblica dominicana, Romania, Ruanda, Russia, Samoa, San Kitts e Nevis, San Marino, San Vincenzo e Grenadine, Sao Tome' e Principé, Santa Lucia, Senegal, Serbia, Seychelles, Sierra Leone, Singapore, Siria, Slovacchia, Slovenia, Somalia, Spagna, Sri Lanka, Stati Uniti (ritiro con effetto dal 31 dicembre 1984), Sudafrica, Sudan, Suriname, Svezia, Svizzera, Swaziland, Tagikistan, Taiwan, Tanzania, Thailandia, Timor Est, Togo, Tonga, Trinitad e Tobago, Tunisia, Turchia, Turkmenistan, Tuvalu, Ucraina, Uganda, Ungheria, Uruguay, Uzbekistan, Vanuatu, Venezuela, Vietnam, Yemen, Jugoslavia, Zambia, Zimbabwe.

Membri Associati: Aruba, Faroes, Isole Vergini Britanniche, Isole Cayman, Macao, Netherlands Antilles, Tokelau.

Riserve, dichiarazioni, comunicazioni, obiezioni: nessuna.

Altre notizie: le lingue ufficiali sono il francese, l'inglese, il russo e lo spagnolo; i testi consolidati qui pubblicati sono stati predisposti dall'UNESCO e ripresi dal suo sito www.unesco.org/general/eng/legal/index.shtml; le notizie qui fornite sono tratte dalla banca dati ITRA (trattati internazionali) della Camera dei deputati.

a) Testo francese.

Convention de fondation de l'UNESCO.

PREAMBULE

Les gouvernements des Etats parties à la présente Convention, au nom de leurs peuples, déclarent:

Que, les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix;

Que l'incompréhension mutuelle des peuples a toujours été, au cours de l'histoire, à l'origine de la suspicion et de la méfiance entre nations, par leurs désaccords ont trop souvent dégénéré en guerre;

Que la grande et terrible guerre qui vient de finir a été rendue possible par le reniement de l'idéal démocratique de dignité, d'égalité et de respect de la personne humaine et par la volonté de lui substituer, en exploitant l'ignorance et le préjugé, le dogme de l'inégalité des races et des hommes;

Que, la dignité de l'homme exigeant la diffusion de la culture et l'éducation de tous en vue de la justice, de la liberté et de la paix, il y a là, pour toutes les nations, des devoirs sacrés à remplir dans un esprit de mutuelle assistance;

Qu'une paix fondée sur les seuls accords économiques et politiques des gouvernements ne saurait entraîner l'adhésion unanime, durable et sincère des peuples et que, par conséquent, cette paix doit être établie sur le fondement de la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité.

Pour ces motifs, les Etats signataires de cette Convention, résolus à assurer à tous le plein et égal accès à l'éducation, la libre poursuite de la vérité objective et le libre échange des idées et des connaissances, décident de développer et de multiplier les relations entre leurs peuples en vue de se mieux comprendre et d'acquérir une connaissance plus précise et plus vraie de leurs coutumes respectives.

En conséquence, ils créent par les présentes l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture afin d'atteindre graduellement, par la coopération des nations du monde dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture, les buts de paix internationale et de prospérité commune de l'humanité en vue desquels l'Organisation des Nations Unies a été constituée, et que sa Charte proclame.

I. Buts et fonctions. – 1. L'Organisation se propose de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité en resserrant, par l'éducation, la science et la culture, la collaboration entre nations, afin d'assurer le respect universel de la justice, de la loi, des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, que la Charte des Nations Unies reconnaît tous les peuples.

2. A ces fins, l'Organisation:

a) favorise la connaissance et la compréhension mutuelle des nations en prêtant son concours aux organes d'information des masses; elle recommande, à cet effet, tels accords internationaux qu'elle juge utiles pour faciliter la libre circulation des idées, par le mot et par l'image;

b) imprime une impulsion vigoureuse à l'éducation populaire et à la diffusion de la culture:

– en collaborant avec les Etats membres qui le désirent pour les aider à développer leur action éducatrice;

– instituant la collaboration des nations afin de réaliser graduellement l'idéal d'une chance égale d'éducation pour tous, sans distinction de race, de sexe ni d'aucune condition économique ou sociale;

– en suggérant des méthodes d'éducation convenables pour préparer les enfants du monde entier aux responsabilités de l'homme libre;

c) aide au maintien, à l'avancement et à la diffusion du savoir:

– en veillant à la conservation et protection du patrimoine universel de livres, d'œuvres d'art et d'autres monuments d'intérêt historique ou scientifique, et en recommandant aux peuples intéressés des conventions internationales à cet effet;

– en encourageant la coopération entre nations dans toutes les branches de

l'attività intellettuale, l'échange international de représentants de l'éducation, de la science et de la culture ainsi que celui de publications, d'œuvres d'art, de matériel de laboratoire et de toute documentation utile;

– en facilitant par des méthodes de coopération internationale appropriées l'accès de tous les peuples à ce que chacun d'eux publie.

3. Soucieuse d'assurer aux États membres de la présente Organisation l'indépendance, l'intégrité et la féconde diversité de leurs cultures et de leurs systèmes d'éducation, l'Organisation s'interdit d'intervenir en aucune matière relevant essentiellement de leur juridiction intérieure.

II. Membres¹. – 1. Les États membres de l'Organisation des Nations Unies possèdent le droit de faire partie de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

2. Sous réserve des termes de l'accord à intervenir entre la présente Organisation et l'Organisation des Nations Unies, approuvé conformément à l'article X de la présente Convention, les États non membres de l'Organisation des Nations Unies peuvent être admis comme membres de l'Organisation, sur recommandation du Conseil exécutif, par la Conférence générale votant à la majorité des deux tiers.

3. Les territoires ou groupes de territoires qui n'assument pas eux mêmes la responsabilité de la conduite de leurs relations extérieures peuvent être admis comme Membres associés par la Conférence générale à la majorité des deux tiers des membres présents et votants, si cette admission a été demandée, pour le compte de chacun de ces territoires ou groupes de territoires, par l'État membre ou l'autorité, quelle qu'elle soit, qui assume la responsabilité de la conduite de ses relations extérieures. La nature et l'étendue des droits et des obligations des Membres associés seront déterminées par la Conférence générale

4. Les États membres de l'Organisation suspendus de l'exercice de leurs droits et privilèges de membres de l'Organisation des Nations Unies seront, sur la demande de cette dernière, suspendus des droits et privilèges inhérents à la qualité de membre.

5. Les États membres de l'Organisation cessent ipso facto d'en être membres s'ils sont exclus de l'Organisation des Nations Unies.

6. Tout État membre ou Membre associé de l'Organisation peut se retirer de l'Organisation après avis adressé au Directeur général. Le retrait prend effet 24 mois après sa notification au Directeur général. Il ne modifie en rien les obligations financières de l'État intéressé envers l'Organisation à la date à laquelle le retrait prend effet.

En cas de retrait d'un Membre associé, l'avis est donné en son nom par l'État membre ou l'autorité, quelle qu'elle soit, qui assume la responsabilité de ses relations internationales.

III. Organes. – L'Organisation comprend une Conférence générale, un Conseil exécutif et un Secrétariat.

IV. Conférence générale². – A. *Composition.* – 1. La Conférence générale se compose des représentants des États membres de l'Organisation. Le gouvernement de

¹ Questo articolo è stato così modificato dalle risoluzioni della Conferenza generale adottate nelle seguenti sessioni: III (in *Resolutions* 1948 3/C, 110); XXVII (in *Resolutions* 1995, 28/C, 117). Il testo iniziale dell'art. II disponeva che "1. Les États membres de l'Organisation des Nations Unies possèdent le droit de faire partie de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. - 2. Sous réserve des termes de l'accord à intervenir entre la présente Organisation et l'Organisation des Nations Unies, approuvé conformément à l'article X de la présente Convention, les États non membres de l'Organisation des Nations Unies peuvent être admis comme membres de l'Organisation, sur recommandation du Conseil exécutif, par la Conférence générale votant à la majorité des deux tiers. - 3. Les États membres de l'Organisation suspendus de l'exercice de leurs droits et privilèges de membres de l'Organisation des Nations Unies seront, sur la demande de cette dernière, suspendus des droits et privilèges inhérents à la qualité de membre. - 4. Les États membres de l'Organisation cessent ipso facto d'en être membres s'ils sont exclus de l'Organisation des Nations Unies".

² Questo articolo è stato così modificato dalle risoluzioni della Conferenza generale adottate nelle seguenti sessioni: II (in *Resolutions* 1947, 2/C); III (in *Resolutions* 1948, 3/C, 110 e 113); IV (in *Resolutions* 1949, 4/C, 9); VI (in *Resolutions* 1951, 6/C, 85); VII (in *Resolutions* 1952, 7/C, 103-105); VIII (in *Resolutions* 1954, 8/C, 12-13); XVII (in *Resolutions* 1972, 17/C, 114); X (in *Resolutions* 1956 10/C, 61); XXV (in *Resolutions* 1989, 25/C, 192-194). Il testo iniziale dell'art. IV disponeva che "1. La Conférence générale se compose de représentants des États membres de l'Organisation. Le Gouvernement de chaque État Membre nomme au plus cinq représentants choisis après consultation avec le Comité National, s'il existe, ou avec les institutions et corps éducatifs, scientifiques et culturels. - 2. La Conférence générale détermine l'orientation et la ligne de conduite générale de l'Organisation. Elle

chaque État membre nomme au plus cinq représentants choisis après consultation avec le comité national, s'il en existe, ou avec les institutions et corps éducatifs, scientifiques et culturels.

B. *Fonctions.* - 2. La Conférence générale détermine l'orientation et la ligne de conduite générale de l'Organisation. Elle se prononce sur les programmes soumis par le Conseil exécutif.

3. La Conférence générale convoque, s'il y a lieu, conformément au règlement établi par elle, des conférences internationales d'États sur l'éducation, les sciences, les humanités ou la diffusion du savoir; des conférences non gouvernementales sur les mêmes sujets peuvent être convoquées par la Conférence générale ou par le Conseil exécutif conformément au règlement établi par la Conférence.

4. Quand elle se prononce par l'adoption de projets à soumettre aux États membres, la Conférence générale doit distinguer entre les recommandations aux États membres et les conventions internationales à ratifier par les États membres. Dans le premier cas, la majorité simple suffit; dans le second, une majorité des deux tiers est requise. Chacun des États membres soumettra les recommandations ou conventions aux autorités nationales compétentes, dans le délai d'un an à partir de la clôture de la session de la Conférence générale au cours de laquelle elles auront été adoptées.

5. Sous réserve des dispositions de l'article V 6 c, la Conférence générale conseille l'Organisation des Nations Unies sur les aspects éducatifs, scientifiques et culturels des questions intéressant les Nations Unies, dans les conditions et suivant la procédure qui auront été adoptées par les autorités compétentes des deux organisations.

6. La Conférence générale reçoit et examine les rapports qui sont adressés à l'Organisation par les États membres sur la suite donnée aux recommandations et conventions visées au paragraphe 4 ci-dessus ou, si elle en décide ainsi, des résumés analytiques de ces rapports.

7. La Conférence générale élit les membres du Conseil exécutif; elle nomme le Directeur général sur présentation du Conseil exécutif.

C. *Vote.* - 8. a) Chaque État membre dispose d'une voix à la Conférence générale. Les décisions sont prises à: la majorité simple, sauf dans les cas où les dispositions de la présente convention ou du Règlement intérieur de la Conférence générale exigent une majorité des deux tiers. Par majorité, il faut entendre la majorité des membres présents et votants.

b) Un État membre ne peut participer aux votes de la Conférence générale si le montant des sommes dues par lui au titre de ses contributions est supérieur au montant

se prononce sur les programmes établis par le Conseil exécutif. - 3. La Conférence générale convoque, des conférences internationales d'États sur l'éducation, les sciences, les humanités ou la diffusion du savoir. - 4. Quand elle se prononce par l'adoption de projets à soumettre aux États membres, la Conférence générale doit distinguer entre les recommandations aux États membres et les conventions internationales à ratifier par les États membres. Dans le premier cas, la majorité simple suffit; dans le second, une majorité des deux tiers est requise. Chacun des États membres soumettra les recommandations ou conventions aux autorités nationales compétentes, dans le délai d'un an à partir de la clôture de la session de la Conférence générale au cours de laquelle elles auront été adoptées. - 5. la Conférence générale conseille l'Organisation des Nations Unies sur les aspects éducatifs, scientifiques et culturels des questions intéressant les Nations Unies, dans les conditions et suivant la procédure qui auront été adoptées par les autorités compétentes des deux organisations. - 6. La Conférence générale reçoit et examine les rapports qui lui sont soumis périodiquement par les États membres conformément à l'article 8. - 7. La Conférence générale élit les membres du Conseil exécutif; elle nomme le Directeur général sur présentation du Conseil exécutif. - 8. Chaque État membre dispose d'une voix à la Conférence générale. Les décisions sont prises à: la majorité simple, sauf dans les cas où les dispositions de la présente convention ou du Règlement intérieur de la Conférence générale exigent une majorité des deux tiers. Par majorité, il faut entendre la majorité des membres présents et votants. - 9. La Conférence générale se réunit chaque année en session ordinaire; elle peut se réunir en session extraordinaire sur convocation du Conseil exécutif. Au cours de chaque session, la Conférence fixe le siège de la session ordinaire suivante, ce siège change chaque année. - 10. La Conférence générale, à chaque session, élit son président et son bureau and adopte son Règlement intérieur. - 11. La Conférence générale crée les commissions tant spéciales que techniques et autres organes subsidiaires qui peuvent être nécessaires à l'exécution de sa tâche. - 12. Des dispositions seront prises pour que le public puisse assister aux délibérations, sous réserve des dispositions du Règlement intérieur. - 13. La Conférence générale, votant à la majorité des deux tiers, sur la recommandation du Conseil exécutif, et sous réserve du Règlement intérieur, peut inviter comme observateurs à des sessions déterminées de la Conférence ou de ses commissions des représentants d'organisations internationales, notamment de celles qui sont visées à l'article XI, paragraphe 4".

de la participation financière mise à sa charge pour l'année en cours et pour l'année civile qui l'a immédiatement précédée.

c) La Conférence générale peut néanmoins autoriser cet État membre à participer au vote si elle constate que le manquement est dû à des circonstances indépendantes de la volonté dudit État membre.

D. *Procédure.* - 9. a) La Conférence générale se réunit tous les deux ans en session ordinaire. Elle peut se réunir en session extraordinaire, soit si elle en décide elle-même ainsi, soit sur convocation du Conseil exécutif ou sur demande d'un tiers au moins des États membres.

b) Au cours de chaque session, la Conférence fixe le siège de la session ordinaire suivante. Le siège de toute session extraordinaire est fixé par la Conférence générale si c'est elle qui a pris l'initiative de cette session, et par le Conseil exécutif dans les autres cas.

10. La Conférence générale adopte son Règlement intérieur. Elle élit à chaque session son président et les autres membres du bureau.

11. La Conférence générale crée les commissions tant spéciales que techniques et autres organes subsidiaires qui peuvent être nécessaires à l'exécution de sa tâche.

12. Des dispositions seront prises pour que le public puisse assister aux délibérations, sous réserve des dispositions du Règlement intérieur.

E. *Observateurs.* - 13. La Conférence générale, votant à la majorité des deux tiers, sur la recommandation du Conseil exécutif, et sous réserve du Règlement intérieur, peut inviter comme observateurs à des sessions déterminées de la Conférence ou de ses commissions des représentants d'organisations internationales, notamment de celles qui sont visées à l'article XI, paragraphe 4.

14. Lorsque le Conseil exécutif a admis de telles organisations internationales non gouvernementales ou semi gouvernementales à bénéficier d'arrangements en vue de consultations, selon la procédure indiquée à l'article XI, paragraphe 4, ces organisations sont invitées à envoyer des observateurs aux sessions de la Conférence générale et de ses commissions.

V. *Conseil exécutif*³. - A. *Composition.* 1. a) Le Conseil exécutif est composé de cinquante-huit États membres, élus par la Conférence générale. Le président de la Conférence générale siège en cette qualité au Conseil exécutif avec voix consultative.

³ Questo articolo è stato così modificato dalle risoluzioni della Conferenza generale adottate nelle seguenti sessioni: VII (*Resolutions* 1952, 7/C, 103-105); VIII (in *Resolutions* 1954, 8/C, 12-13); XII (in *Resolutions* 1962, 12/C, 95); XV (in *Resolutions* 1968, 15/C, 103); XVII (in *Resolutions* 1972, 17/C, 114); XIX (in *Resolutions* 1976, 19/C, 93); XXI (in *Resolutions* 1980, 21/C, 122); XXIV (in *Resolutions* 1987, 24/C, 167-168); XXV (in *Resolutions* 1989, 25/C, 192-194); XXVIII (in *Resolutions* 1995, 28/C, 117). Il testo iniziale dell'art. V disponeva che: "1. Le Conseil exécutif est composé de dix-huit États membres, élus par la Conférence générale parmi les délégués nommés par les Etats Membres ainsi que du Président de la Conférence qui siège ex-qualité avec voix consultative. Le président de la Conférence générale siège en cette qualité au Conseil exécutif avec voix consultative. - 2. En procédant à l'élection de membres au Conseil exécutif, la Conférence générale s'efforcera de désigner des personnalités qualifiées dans les domaines des arts, des sciences, de l'éducation et de la pensée et ayant l'expérience et la compétence nécessaires pour remplir les fonctions administratives et exécutives qui incombent au Conseil. Elle tiendra compte de la diversité des cultures et d'une répartition géographique équitable. Il ne pourra jamais y avoir en même temps au Conseil exécutif plus d'un ressortissant d'un même Etat membre, le Président de la Conférence n'entrant pas en compte. - 3. Les membres élus du Conseil exécutif conservent leur fonctions pendant une durée de trois ans; ils sont immédiatement rééligibles pour un second mandat, mais ils ne peuvent siéger plus de deux termes consécutifs. A la première élection, dix-huit membres seront élus parmi lesquels un tiers se retirera à l'expiration de la première année de mandat et un tiers à l'expiration de la deuxième, l'ordre de sortie étant déterminé par tirage au sort immédiatement après l'élection. Par la suite, six membres seront élus chaque année. - 4. En cas de décès ou de démission d'un des membres, le Conseil exécutif désigne les délégués de l'Etat membre intéressé, un suppléant qui siègera jusqu'à la plus prochaine session de la Conférence générale, laquelle élira un titulaire pour la portion du mandat restant à courir. - 5. Le Conseil exécutif, agissant sous l'autorité de la Conférence générale, est responsable devant elle de l'exécution du programme adopté par la Conférence. Il prépare l'ordre du jour des sessions de la Conférence générale et programme de travail qui est soumis à celle-ci. - 6. Le Conseil exécutif recommande à la Conférence générale l'admission de nouveaux membres dans l'Organisation. - 7. Sous réserve des décisions de la Conférence générale, le Conseil exécutif établit son Règlement intérieur. Il élit, parmi ses membres, son bureau. Sous réserve des décisions de la Conférence générale, le Conseil exécutif établit son Règlement intérieur. Il élit, parmi ses membres, son bureau. - 8. Le Conseil exécutif se réunit en session ordinaire au moins deux fois par an; il peut se réunir en session extraordinaire sur convocation du président, à l'initiative de celui-ci ou à la demande de six membres du Conseil exécutif. -

b) Les États membres élus au Conseil exécutif sont ci-après dénommés membres du Conseil exécutif.

2. a) Chaque membre du Conseil exécutif désigne un représentant. Il peut également désigner des suppléants.

b) Lorsqu'il choisit son représentant au Conseil exécutif, le membre du Conseil exécutif s'efforce de désigner une personnalité qualifiée dans un ou plusieurs des domaines de compétence de l'UNESCO et ayant l'expérience et la compétence nécessaires pour remplir les fonctions administratives et exécutives qui incombent au Conseil. Dans un souci de continuité, chaque représentant est désigné pour la durée du mandat du membre du Conseil exécutif, à moins que des circonstances exceptionnelles ne justifient son remplacement. Les suppléants désignés par chaque membre du Conseil exécutif remplacent le représentant dans toutes ses fonctions lorsque celui-ci est absent.

3. En procédant à l'élection de membres au Conseil exécutif, la Conférence générale tient compte de la diversité des cultures et d'une répartition géographique équitable.

4. a) Les membres du Conseil exécutif siègent depuis la fin de la session de la Conférence générale qui les a élus jusqu'à la fin de la deuxième session ordinaire subséquente de la Conférence.

La Conférence générale procède, lors de chacune de ses sessions ordinaires, à l'élection du nombre de membres du Conseil exécutif requis pour pourvoir les sièges qui deviendront vacants à la fin de la session.

b) Les membres du Conseil exécutif sont rééligibles. Les membres réélus du Conseil exécutif s'efforceront de désigner un nouveau représentant au Conseil.

5. En cas de retrait de l'Organisation d'un membre du Conseil exécutif, son mandat au Conseil prend fin à la date à laquelle le retrait devient effectif.

B. *Fonctions.* - 6. a) Le Conseil exécutif prépare l'ordre du jour des sessions de la Conférence générale. Il étudie le programme de travail de l'Organisation ainsi que les prévisions budgétaires correspondantes que lui soumet le Directeur général, conformément au paragraphe 3 de l'article VI, et les soumet à la Conférence générale en formulant toutes recommandations qu'il juge opportunes.

b) Le Conseil exécutif, agissant sous l'autorité de la Conférence générale, est responsable devant elle de l'exécution du programme adopté par la Conférence. Conformément aux décisions de la Conférence générale et compte tenu des circonstances qui surviendraient entre deux sessions ordinaires de celle-ci, le Conseil exécutif prend toutes dispositions utiles en vue d'assurer l'exécution efficace et rationnelle du programme par le Directeur générale.

c) Entre deux sessions ordinaires de la Conférence générale, le Conseil peut exercer les fonctions consultatives auprès des Nations Unies, prévues à l'article IV, paragraphe S. à condition que la question qui fait l'objet de la consultation ait été traitée, dans son principe, par la Conférence, ou que la solution à lui donner procède de décisions de la Conférence.

7. Le Conseil exécutif recommande à la Conférence générale l'admission de nouveaux membres dans l'Organisation.

8. Sous réserve des décisions de la Conférence générale, le Conseil exécutif établit son Règlement intérieur. Il élit, parmi ses membres, son bureau.

9. Le Conseil exécutif se réunit en session ordinaire au moins quatre fois au cours d'un exercice biennal; il peut se réunir en session extraordinaire sur convocation du président, à l'initiative de celui-ci ou à la demande de six membres du Conseil exécutif.

10. Le président du Conseil exécutif présente au nom du Conseil exécutif, à chaque session ordinaire de la Conférence générale, avec ou sans commentaires, les rapports sur l'activité de l'Organisation que le Directeur général doit établir conformément aux dispositions de l'article VI, 3 b.

9. Le président du Conseil exécutif, avec ou sans commentaires, les rapports sur l'activité de l'Organisation que le Directeur général, préalablement soumis au Conseil. - 10. Le Conseil exécutif prend toutes dispositions utiles pour consulter les représentants des organismes internationaux ou les personnalités qualifiées qui s'occupent de questions relevant de sa compétence. - 11. Les membres du Conseil exécutif exercent les pouvoirs qui leurs sont délégués par la Conférence générale, au nom de la Conférence tout entière et non comme représentants de leurs Gouvernements respectifs".

11. Le Conseil exécutif prend toutes dispositions utiles pour consulter les représentants des organismes internationaux ou les personnalités qualifiées qui s'occupent de questions relevant de sa compétence.

12. Dans l'intervalle des sessions de la Conférence générale, le Conseil exécutif peut demander des avis consultatifs à la Cour internationale de justice sur les questions juridiques qui se poseraient dans le cadre des activités de l'Organisation.

13. Le Conseil exécutif exerce également les pouvoirs qui lui sont délégués par la Conférence générale au nom de la Conférence tout entière.

VI. Secretariat⁴. – 1. Le Secrétariat se compose d'un Directeur général et du personnel reconnu nécessaire.

2. Le Directeur général est proposé par le Conseil exécutif et nommé par la Conférence générale pour une période de six ans, aux conditions qui seront approuvées par la Conférence. Il peut être nommé pour un second mandat de six ans, au terme duquel il n'est plus rééligible. Le Directeur général est le plus haut fonctionnaire de l'Organisation.

3. a) Le Directeur général ou, à son défaut, le remplaçant qu'il aura désigné, prend part, sans droit de vote, à toutes les réunions de la Conférence générale, du Conseil exécutif et des commissions de l'Organisation. Il formule des propositions en vue des mesures à prendre par la Conférence et le Conseil et prépare, afin de le soumettre au Conseil, un projet de programme de travail pour l'Organisation, accompagné des prévisions budgétaires correspondantes.

b) Le Directeur général établit et communique aux États membres et au Conseil exécutif des rapports périodiques sur l'activité de l'Organisation. La Conférence générale détermine les périodes que ces rapports doivent couvrir.

4. Le Directeur général nomme le personnel du Secrétariat conformément au Statut du personnel, qui devra être soumis à l'approbation de la Conférence générale. Sous réserve de réunir les plus hautes qualités d'intégrité, d'efficacité et de compétence technique, le personnel devra être recruté sur une base géographique aussi large que possible.

5. Les responsabilités du Directeur général et du personnel ont un caractère exclusivement international. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, ils ne demanderont ni ne recevront d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autorité étrangère à l'Organisation. Ils s'abstiendront de tout acte de nature à compromettre leur situation de fonctionnaires internationaux. Tous les États membres de l'Organisation s'engagent à respecter le caractère international des fonctions du Directeur général et du personnel et à ne pas chercher à les influencer dans l'accomplissement de leur tâche.

6. Aucune des dispositions de cet article ne saurait empêcher l'Organisation de passer, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, des accords spéciaux pour la constitution de services communs et le recrutement de personnel commun, ainsi que pour l'échange de personnel.

⁴ Questo articolo è stato così modificato dalle risoluzioni della Conferenza generale adottate nelle seguenti sessioni: VII (in *Resolutions* 1952, 7/C, 103-105); VIII (in *Resolutions* 1954, 8/C, 12-13); XXIV (in *Resolutions* 1987, 24/C, 167-168); XXV (in *Resolutions* 1989, 25/C, 192-194). Il testo iniziale dell'art. VI disponeva che "1. Le Secrétariat se compose d'un Directeur général et du personnel reconnu nécessaire. - 2. Le Directeur général est proposé par le Conseil exécutif et nommé par la Conférence générale pour une période de six ans, aux conditions qui seront approuvées par la Conférence. Il peut être nommé pour un second mandat de six ans, au terme duquel il n'est plus rééligible. Le Directeur général est le plus haut fonctionnaire de l'Organisation. - 3. Le Directeur général ou, à son défaut, le remplaçant qu'il aura désigné, prend part, sans droit de vote, à toutes les réunions de la Conférence générale, du Conseil exécutif et des commissions de l'Organisation. Il formule des propositions en vue des mesures à prendre par la Conférence et le Conseil. - 4. Le Directeur général nomme le personnel du Secrétariat conformément au Statut du personnel, qui devra être soumis à l'approbation de la Conférence générale. Sous réserve de réunir les plus hautes qualités d'intégrité, d'efficacité et de compétence technique, le personnel devra être recruté sur une base géographique aussi large que possible. - 5. Les responsabilités du Directeur général et du personnel ont un caractère exclusivement international. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, ils ne demanderont ni ne recevront d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autorité étrangère à l'Organisation. Ils s'abstiendront de tout acte de nature à compromettre leur situation de fonctionnaires internationaux. Tous les États membres de l'Organisation s'engagent à respecter le caractère international des fonctions du Directeur général et du personnel et à ne pas chercher à les influencer dans l'accomplissement de leur tâche. - 6. Aucune des dispositions de cet article ne saurait empêcher l'Organisation de passer, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, des accords spéciaux pour la constitution de services communs et le recrutement de personnel commun, ainsi que pour l'échange de personnel".

VII. Comites nationaux de coopération. – 1. Chaque Etat membre prendra les dispositions appropriées à sa situation particulière pour associer aux travaux de l'Organisation les principaux groupes nationaux qui s'intéressent aux problèmes d'éducation, de recherche scientifique et de culture, de préférence en constituant une commission nationale ou seront représentés le gouvernement et ces différents groupes.

2. Dans les pays où il en existe, les commissions nationales ou les organismes nationaux de coopération remplissent un rôle consultatif auprès de leur délégation nationale à la Conférence générale et du représentant de leur pays et de ses suppléants au Conseil exécutif ainsi qu'auprès de leur gouvernement pour tous les problèmes se rapportant à l'Organisation. Ils jouent le rôle d'organe de liaison pour toutes les questions qui intéressent l'Organisation.

3. Sur la demande d'un Etat membre, l'Organisation peut déléguer, à titre temporaire ou permanent, auprès de la commission nationale de cet Etat, un membre de son Secrétariat pour collaborer aux travaux de cette commission.

VIII. Présentation de rapport par les Etats membres⁵. – Chaque Etat membre adresse à l'Organisation, aux dates et sous la forme que déterminera la Conférence générale, des rapports sur les lois, règlements et statistiques relatifs à ses institutions et à son activité dans l'ordre de l'éducation, de la science et de la culture, ainsi que sur la suite donnée aux recommandations et conventions visées à l'article IV, paragraphe 4.

IX. Budget. – 1. Le budget est administré par l'Organisation.

2. La Conférence générale approuve définitivement le budget et fixe la participation financière de chacun des Etats membres, sous réserve des dispositions qui pourront être prévues en cette matière par la convention conclue avec l'Organisation des Nations Unies conformément à l'article X de la présente Convention.

3^o. L'exercice financier est de deux années civiles consécutives, sauf décision contraire de la Conférence générale. La contribution financière de chaque Etat membre ou Membre associé est due pour tout l'exercice financier et est payable par année civile. Toutefois, la contribution d'un Etat membre ou Membre associé ayant exercé son droit de retrait conformément à l'article II, paragraphe 6, sera calculée, dans l'année où son retrait prend effet, au prorata de sa participation en qualité de membre de l'Organisation.

4. Le Directeur genevois peut accepter directement les contributions volontaires, dons, legs et subventions provenant de gouvernements, d'institutions publiques ou privées, d'associations ou de particuliers, sous réserve des conditions énoncées dans le Règlement financiers.

X. Relations avec L'Organisation des Nations Unies. – 1. L'Organisation sera liée dès que possible à l'Organisation des Nations Unies.

2. Elle en constituera l'une des institutions spécialisées prévues à l'article 57 de la Charte des Nations Unies. Ces relations feront l'objet d'un accord avec l'Organisation des Nations Unies conformément aux dispositions de l'article 63 de la Charte. Cet accord sera soumis pour approbation à la Conférence générale de la présente Organisation. Il devra fournir les moyens d'établir une coopération effective entre les deux organisations, dans la poursuite de leurs fins communes. Il consacrerait en même temps l'autonomie de l'Organisation dans le domaine de sa compétence particulière, tel qu'il est défini dans la présente Convention. Cet accord pourrait notamment contenir toutes dispositions concernant l'approbation du budget et le financement de l'Organisation par l'Assemblée générale des Nations Unies.

XI. Relations avec d'autres organisations et institutions internationales spécialisées. – 1. L'Organisation peut coopérer avec d'autres organisations et institutions intergouvernementales spécialisées dont les rôles et activités sont en harmonie avec les siennes. A cet effet, le Directeur général peut, sous la haute autorité du Conseil exécutif, établir des relations effectives avec ces organisations et institutions et constituer les commissions mixtes jugées nécessaires pour assurer une coopération efficace. Tout

⁵ Questo articolo è stato così modificato dalle risoluzioni della Conferenza generale adottate nelle seguenti sessioni: XXVI (in *Resolutions* 1991, 26/C, 134 e 135); XXVI (in *Resolutions* 1991, 26/C, 134 e 135). Il testo iniziale dell'art. VIII disponeva che "Chaque Etat membre adresse à l'Organisation, sous la forme que déterminera la Conférence générale, des rapports sur les lois, règlements et statistiques relatifs à ses institutions et à son activité dans l'ordre de l'éducation, de la science et de la culture, ainsi que sur la suite donnée aux recommandations et conventions visées à l'article IV, paragraphe 4".

accord passe avec ces organisations ou institutions spécialisées sera soumis à l'approbation du Conseil exécutif.

2. Toutes les fois que la Conférence générale et les autorités compétentes de toute autre organisation ou institution intergouvernementale spécialisée poursuivant des activités et des objectifs analogues jugeront souhaitable de transférer à l'Organisation les ressources et fonctions de ladite organisation ou institution, le Directeur général pourra, sous réserve de l'approbation de la Conférence, conclure, à la satisfaction des deux parties, les accords nécessaires.

3. L'Organisation peut, d'un commun accord avec d'autres organisations intergouvernementales, prendre les dispositions appropriées pour s'assurer une représentation à leurs réunions respectives.

4. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture peut prendre toutes dispositions utiles pour faciliter les consultations et assurer la coopération avec les organisations internationales privées s'occupant de questions qui entrent dans son domaine. Elle peut les inviter à entreprendre certaines touches déterminées rentrant dans leur compétence. Cette coopération peut également prendre la forme d'une participation appropriée de représentants desdites organisations aux travaux de comités consultatifs créés par la Conférence générale.

XII. Statut juridique de l'Organisation. – Les dispositions des articles 104 et 105 de la Charte de l'Organisation des Nations Unies relatives au statut juridique de cette Organisation, à ses privilèges et immunités s'appliquent également à la présente Organisation.

XIII. Amendements. – 1. Les projets d'amendements à la présente Convention prendront effet lorsqu'ils auront été adoptés par la Conférence générale à la majorité des deux tiers; néanmoins, les amendements entraînant des modifications fondamentales dans les buts de l'Organisation ou des obligations nouvelles pour les Etats membres devront être ensuite acceptés par les deux tiers des Etats membres avant d'entrer en vigueur. Le texte des projets d'amendements sera communiqué aux Etats membres par le Directeur général six mois au moins avant d'être soumis à l'examen de la Conférence générale.

2. La Conférence générale aura pouvoir d'adopter à la majorité des deux tiers un règlement en vue de l'application des dispositions du présent article.

XIV. Interprétation. – 1. Les textes anglais et français de la présente Convention font également foi.

2. Toutes questions et tous différends relatifs à l'interprétation de la présente Convention seront soumis pour décision à la Cour internationale de justice ou à un tribunal arbitral, selon ce que décidera la Conférence générale conformément à son Règlement intérieur.

XV. Entrée en vigueur⁶. – 1. La présente Convention sera soumise à acceptation. Les instruments d'acceptation seront déposés auprès du gouvernement du Royaume-Uni.

2. La présente Convention sera déposée dans les archives du gouvernement du Royaume-Uni, où elle restera ouverte à la signature.

Les signatures pourront être apposées avant ou après le dépôt des instruments d'acceptation. L'acceptation ne sera valable que si elle est précédée ou suivie d'une signature. Toutefois, si un Etat s'est retiré de l'Organisation, il suffit qu'il dépose un nouvel instrument d'acceptation pour en redevenir membre.

3. La présente Convention entrera en vigueur lorsqu'elle aura été acceptée par vingt de ses signataires. Les acceptations ultérieures prendront effet immédiatement.

4. Le gouvernement du Royaume-Uni notifiera à tous les membres de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'au Directeur général la réception de tous les

⁶ Questo articolo è stato così modificato dalla risoluzione della Conferenza generale adottata nella sessione XXVI (in *Resolutions* 1991, 26/C, 134 e 135). Il testo iniziale dell'art. XXV disponeva che "1. La présente Convention sera soumise à acceptation. Les instruments d'acceptation seront déposés auprès du gouvernement du Royaume-Uni. - 2. La présente Convention sera déposée dans les archives du gouvernement du Royaume-Uni, où elle restera ouverte à la signature. Les signatures pourront être apposées avant ou après le dépôt des instruments d'acceptation. L'acceptation ne sera valable que si elle est précédée ou suivie d'une signature. - 3. La présente Convention entrera en vigueur lorsqu'elle aura été acceptée par vingt de ses signataires. Les acceptations ultérieures prendront effet immédiatement. - 4. Le gouvernement du Royaume-Uni notifiera à tous les membres de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'au Directeur général la réception de tous les instruments d'acceptation et la date à laquelle la Convention entrera en vigueur conformément au paragraphe précédent".

instruments d'acceptation et la date à laquelle la Convention entrera en vigueur conformément au paragraphe précédent.

b) Testo inglese.

Declaration of foundation of UNESCO.

The Governments of the States Parties to this Constitution on behalf of their peoples declare:

PREAMBLE

That since wars begin in the minds of men, it is in the minds of men that the defences of peace must be constructed;

That ignorance of each other's ways and lives has been a common cause, throughout the history of mankind, of that suspicion and mistrust between the peoples of the world through which their differences have all too often broken into war;

That the great and terrible war which has now ended was a war made possible by the denial of the democratic principles of the dignity, equality and mutual respect of men, and by the propagation, in their place, through ignorance and prejudice, of the doctrine of the inequality of men and races;

That the wide diffusion of culture, and the education of humanity for justice and liberty and peace are indispensable to the dignity of man and constitute a sacred duty which all the nations must fulfil in a spirit of mutual assistance and concern;

That a peace based exclusively upon the political and economic arrangements of governments would not be a peace which could secure the unanimous, lasting and sincere support of the peoples of the world, and that the peace must therefore be founded, if it is not to fail, upon the intellectual and moral solidarity of mankind.

For these reasons, the States Parties to this Constitution, believing in full and equal opportunities for education for all, in the unrestricted pursuit of objective truth, and in the free exchange of ideas and knowledge, are agreed and determined to develop and to increase the means of communication between their peoples and to employ these means for the purposes of mutual understanding and a truer and more perfect knowledge of each other's lives;

In consequence whereof they do hereby create the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization for the purpose of advancing, through the educational and scientific and cultural relations of the peoples of the world, the objectives of international peace and of the common welfare of mankind for which the United Nations Organization was established and which its Charter proclaims.

I. Purposes and functions. – 1. The purpose of the Organization is to contribute to peace and security by promoting collaboration among the nations through education, science and culture in order to further universal respect for justice, for the rule of law and for the human rights and fundamental freedoms which are affirmed for the peoples of the world, without distinction of race, sex, language or religion, by the Charter of the United Nations.

2. To realize this purpose the Organization will:

(a) Collaborate in the work of advancing the mutual knowledge and understanding of peoples, through all means of mass communication and to that end recommend such international agreements as may be necessary to promote the free flow of ideas by word and image;

(b) Give fresh impulse to popular education and to the spread of culture:

By collaborating with Members, at their request, in the development of educational activities;

By instituting collaboration among the nations to advance the ideal of equality of educational opportunity without regard to race, sex or any distinctions, economic or social;

By suggesting educational methods best suited to prepare the children of the world for the responsibilities of freedom;

(c) Maintain, increase and diffuse knowledge:

By assuring the conservation and protection of the world's inheritance of books, works of art and monuments of history and science, and recommending to the nations concerned the necessary international conventions;

By encouraging co-operation among the nations in all branches of intellectual activity, including the international exchange of persons active in the fields of education, science and culture and the exchange of publications, objects of artistic and scientific

interest and other materials of information;

By initiating methods of international co-operation calculated to give the people of all countries access to the printed and published materials produced by any of them.

3. With a view to preserving the independence, integrity and fruitful diversity of the cultures and educational systems of the States

II. Membership⁷. – 1. Membership of the United Nations Organization shall carry with it the right to membership of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

2. Subject to the conditions of the Agreement between this Organization and the United Nations Organization, approved pursuant to Article X of this Constitution, States not Members of the United Nations Organization may be admitted to membership of the Organization, upon recommendation of the Executive Board, by a two-thirds majority vote of the General Conference.

3. Territories or groups of territories which are not responsible for the conduct of their international relations may be admitted as Associate Members by the General Conference by a two-thirds majority of Members present and voting, upon application made on behalf of such territory or group of territories by the Member or other authority having responsibility for their international relations. The nature and extent of the rights and obligations of Associate Members shall be determined by the General Conference.

4. Members of the Organization which are suspended from the exercise of the rights and privileges of membership of the United Nations Organization shall, upon the request of the latter, be suspended from the rights and privileges of this Organization.

5. Members of the Organization which are expelled from the United Nations Organization shall automatically cease to be Members of this Organization.

6. Any Member State or Associate Member of the Organization may withdraw from the Organization by notice addressed to the Director-General. The withdrawal shall take effect twenty-four months after its notification to the Director-General. No such withdrawal shall affect the financial obligations of the state concerned to the Organization on the date the withdrawal takes effect. Notice of withdrawal by an Associate Member shall be given on its behalf by the Member State or other authority having responsibility for its international relations.

III. Organs. – The Organization shall include a General Conference, an Executive Board and a Secretariat.

IV. The general conference. A. Composition⁸. – 1. The General Conference shall consist of the representatives of the States Members of the Organization. The

⁷ Questo articolo è stato così modificato dalle risoluzioni della Conferenza generale adottate nelle seguenti sessioni: III (in *Resolutions* 1948 3/C, 110) e XXVII (in *Resolutions* 1995, 28/C, 117). Il testo iniziale dell'art. II disponeva che: "1. Membership of the United Nations Organization shall carry with it the right to membership of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization. - 2. Subject to the conditions of the Agreement between this Organization and the United Nations Organization, approved pursuant to Article X of this Constitution, States not Members of the United Nations Organization may be admitted to membership of the Organization, upon recommendation of the Executive Board, by a two-thirds majority vote of the General Conference. - 3. Members of the Organization which are suspended from the exercise of the rights and privileges of membership of the United Nations Organization shall, upon the request of the latter, be suspended from the rights and privileges of this Organization. - 4. Members of the Organization which are expelled from the United Nations Organization shall automatically cease to be Members of this Organization".

⁸ Questo articolo è stato così modificato dalle risoluzioni della Conferenza generale adottate nelle seguenti sessioni: II (in *Resolutions* 1947, 2/C); III (in *Resolutions* 1948, 3/C, 110 e 113); IV (in *Resolutions* 1949, 4/C, 9); VI (in *Resolutions* 1951, 6/C, 85); VII (in *Resolutions* 1952, 7/C, 103-105); VIII (in *Resolutions* 1954, 8/C, 12-13); XVII (in *Resolutions* 1972, 17/C, 114); X (in *Resolutions* 1956 10/C, 61); XXV (in *Resolutions* 1989, 25/C, 192-194). Il testo iniziale dell'art. IV disponeva che "1. The General Conference shall consist of the representatives of the States Members of the Organization. The Government of each Member State shall appoint not more than five delegates, who shall be selected after consultation with the National Commission, if established, or with educational, scientific and cultural bodies. - 2. The General Conference shall determine the policies and the main lines of work of the Organization. It shall take decisions on programmes decided to it by the Executive Board. - 3. The General Conference shall summon international conferences of States on education, the sciences and humanities or the dissemination of knowledge. - 4. The General Conference shall, in adopting proposals for submission to the Member States, distinguish between recommendations and international conventions submitted for their approval. In the former case a majority vote shall suffice; in the latter case a two-thirds majority shall be required. Each of the Member States shall submit recommendations or conventions to its competent authorities within a period of one year from the close of the session of the General Conference at which they were adopted. - 5. The General Conference shall receive and

Government of each Member State shall appoint not more than five delegates, who shall be selected after consultation with the National Commission, if established, or with educational, scientific and cultural bodies.

B. *Functions.* - 2. The General Conference shall determine the policies and the main lines of work of the Organization. It shall take decisions on programmes submitted to it by the Executive Board.

3. The General Conference shall, when it deems desirable and in accordance with the regulations to be made by it, summon international conferences of States on education, the sciences and humanities or the dissemination of knowledge; non-governmental conferences on the same subjects may be summoned by the General Conference or by the Executive Board in accordance with such regulations.

4. The General Conference shall, in adopting proposals for submission to the Member States, distinguish between recommendations and international conventions submitted for their approval. In the former case a majority vote shall suffice; in the latter case a two-thirds majority shall be required. Each of the Member States shall submit recommendations or conventions to its competent authorities within a period of one year from the close of the session of the General Conference at which they were adopted.

5. Subject to the provisions of Article V, paragraph 6 (c), the General Conference shall advise the United Nations Organization on the educational, scientific and cultural aspects of matters of concern to the latter, in accordance with the terms and procedure agreed upon between the appropriate authorities of the two Organizations.

6. The General Conference shall receive and consider the reports sent to the Organization by Member States on the action taken upon the recommendations and conventions referred to in paragraph 4 above or, if it so decides, analytical summaries of these reports.

7. The General Conference shall elect the members of the Executive Board and, on the recommendation of the Board, shall appoint the Director-General.

C. *Voting.* 8. (a) Each Member State shall have one vote in the General Conference. Decisions shall be made by a simple majority except in cases in which a two-thirds majority is required by the provisions of this Constitution, or the Rules of Procedure of the General Conference. A majority shall be a majority of the Members present and voting.

(b) A Member State shall have no vote in the General Conference if the total amount of contributions due from it exceeds the total amount of contributions payable by it for the current year and the immediately preceding calendar year.

(c) The General Conference may nevertheless permit such a Member State to vote, if it is satisfied that failure to pay is due to conditions beyond the control of the Member State.

D. *Procedure.* 9. (a) The General Conference shall meet in ordinary session every two years. It may meet in extraordinary session if it decides to do so itself or if summoned by the Executive Board, or on the demand of at least one third of the Member States.

consider the reports sent to the Organization by Member States as stated by article VIII. - 6. The General Conference shall advise the United Nations Organization on the educational, scientific and cultural aspects of matters of concern to the latter, in accordance with the terms and procedure agreed upon between the appropriate authorities of the two Organizations. - 7. The General Conference shall elect the members of the Executive Board and, on the recommendation of the Board, shall appoint the Director-General. - 8. Each Member State shall have one vote in the General Conference. Decisions shall be made by a simple majority except in cases in which a two-thirds majority is required by the provisions of this Constitution, or the Rules of Procedure of the General Conference. A majority shall be a majority of the Members present and voting. - 9. The General Conference shall meet in ordinary session every year; it may meet in extraordinary session if decided by the executive Board. At each session the location of its next ordinary session shall be designated by the General Conference. - 10. The General Conference at each session shall elect a President and other officers and shall adopt its own rules of procedure. - 11. The General Conference shall set up special and technical committees and such other subsidiary organs as may be necessary for its purposes. - 12. The General Conference shall cause arrangements to be made for public access to meetings, subject to such regulations as it shall prescribe. - 13. The General Conference, on the recommendation of the Executive Board and by a two-thirds majority may, subject to its rules of procedure, invite as observers at specified sessions of the Conference or of its commissions representatives of international organizations, such as those referred to in Article XI, paragraph 4”.

(b) At each session the location of its next ordinary session shall be designated by the General Conference. The location of an extraordinary session shall be decided by the General Conference if the session is summoned by it, or otherwise by the Executive Board.

10. The General Conference shall adopt its own rules of procedure. It shall at each session elect a President and other officers.

11. The General Conference shall set up special and technical committees and such other subsidiary organs as may be necessary for its purposes.

12. The General Conference shall cause arrangements to be made for public access to meetings, subject to such regulations as it shall prescribe.

E. *Observers.* - 13. The General Conference, on the recommendation of the Executive Board and by a two-thirds majority may, subject to its rules of procedure, invite as observers at specified sessions of the Conference or of its commissions representatives of international organizations, such as those referred to in Article XI, paragraph 4.

14. When consultative arrangements have been approved by the Executive Board for such international non-governmental or semi-governmental organizations in the manner provided in Article XI, paragraph 4, those organizations shall be invited to send observers to sessions of the General Conference and its commissions.

V. *Executive board*⁹. A. *Composition.* - 1. (a) The Executive Board shall be elected by the General Conference and it shall consist of fifty-eight Member States. The President of the General Conference shall sit ex officio in an advisory capacity on the Executive Board.

(b) Elected States Members of the Executive Board are hereinafter referred to as 'Members' of the Executive Board.

2. (a) Each Member of the Executive Board shall appoint one representative. It may also appoint alternates.

(b) In selecting its representative on the Executive Board, the Member of the Executive Board shall endeavour to appoint a person qualified in one or more of the fields of competence of UNESCO and with the necessary experience and capacity to fulfil the administrative and executive duties of the Board.

⁹ Questo articolo è stato così modificato dalle risoluzioni della Conferenza generale adottate nelle seguenti sessioni: VII (*Resolutions* 1952, 7/C, 103-105); VIII (in *Resolutions* 1954, 8/C, 12-13); XII (in *Resolutions* 1962, 12/C, 95); XV (in *Resolutions* 1968, 15/C, 103); XVII (in *Resolutions* 1972, 17/C, 114); XIX (in *Resolutions* 1976, 19/C, 93); XXI (in *Resolutions* 1980, 21/C, 122); XXIV (in *Resolutions* 1987, 24/C, 167-168); XXV (in *Resolutions* 1989, 25/C, 192-194); XXVIII (in *Resolutions* 1995, 28/C, 117). Il testo iniziale dell'art. X disponeva che "1. The Executive Board shall be elected by the General Conference and it shall consist of eighteen Member States. The President of the General Conference shall sit ex officio in an advisory capacity on the Executive Board. - 2. In electing Members to the Executive Board, the General Conference shall, the Member of the Executive Board shall endeavour to appoint a person qualified in one or more of the fields of competence of UNESCO and with the necessary experience and capacity to fulfil the administrative and executive duties of the Board. the General Conference shall have regard to the diversity of cultures and a balanced geographical distribution. - 3. In electing Members to the Executive Board, the General Conference shall have regard to the diversity of cultures and a balanced geographical distribution. - 4. Members of the Executive Board shall serve from the close of the General Conference which elected them until the close of the second ordinary session of the General Conference following that election. The General Conference shall, at each of its ordinary sessions, elect the number of Members of the Executive Board required to fill vacancies occurring at the end of the session. - 5. The Executive Board, acting under the authority of the General Conference shall be responsible for the execution of the programme adopted by the Conference. It shall prepare the agenda for the General Conference and shall examine the programme of work for the Organization. - 6. The Executive Board shall recommend to the General Conference the admission of new Members to the Organization. - 7. Subject to decisions of the General Conference, the Executive Board shall adopt its own rules of procedure. It shall elect its officers from among its members. - 8. The Executive Board shall meet in regular session at least two times during an year and may meet in special session if convoked by the Chairman on his initiative or upon the request of six members of the Executive Board. - 9. The Chairman of the Executive Board shall present the reports on the activities of the Organization which the Director-General is required to prepare in accordance with the provisions of Article VI.3(b). - 10. The Executive Board shall make all necessary arrangements to consult the representatives of international organizations or qualified persons concerned with questions within its competence. - 11. The Executive Board's Members shall also exercise the powers delegated to them by the General Conference on behalf of the Conference as a whole and not ad Member states' delegates".

Bearing in mind the importance of continuity, each representative shall be appointed for the duration of the term of the elected Member of the Executive Board, unless exceptional circumstances warrant his replacement. The alternates appointed by each Member of the Executive Board shall act in the absence of its representative in all his functions.

3. In electing Members to the Executive Board, the General Conference shall have regard to the diversity of cultures and a balanced geographical distribution.

4. (a) Members of the Executive Board shall serve from the close of the General Conference which elected them until the close of the second ordinary session of the General Conference following that election. The General Conference shall, at each of its ordinary sessions, elect the number of Members of the Executive Board required to fill vacancies occurring at the end of the session.

(b) Members of the Executive Board are eligible for re-election. Re-elected Members of the Executive Board shall endeavour to change their representatives on the Board.

5. In the event of the withdrawal from the Organization of a Member of the Executive Board, its term of office shall be terminated on the date when the withdrawal becomes effective.

B. *Functions.* - 6. (a) The Executive Board shall prepare the agenda for the General Conference. It shall examine the programme of work for the Organization and corresponding budget estimates submitted to it by the Director-General in accordance with paragraph 3 of Article VI and shall submit them with such recommendations as it considers desirable to the General Conference.

(b) The Executive Board, acting under the authority of the General Conference, shall be responsible for the execution of the programme adopted by the Conference. In accordance with the decisions of the General Conference and having regard to circumstances arising between two ordinary sessions, the Executive Board shall take all necessary measures to ensure the effective and rational execution of the programme by the Director-General.

(c) Between ordinary sessions of the General Conference, the Board may discharge the functions of adviser to the United Nations, set forth in Article IV, paragraph 5, whenever the problem upon which advice is sought has already been dealt with in principle by the Conference, or when the solution is implicit in decisions of the Conference.

7. The Executive Board shall recommend to the General Conference the admission of new Members to the Organization.

8. Subject to decisions of the General Conference, the Executive Board shall adopt its own rules of procedure. It shall elect its officers from among its members.

9. The Executive Board shall meet in regular session at least four times during a biennium and may meet in special session if convoked by the Chairman on his initiative or upon the request of six members of the Executive Board.

10. The Chairman of the Executive Board shall present, on behalf of the Board, to the General Conference at each ordinary session, with or without comments, the reports on the activities of the Organization which the Director-General is required to prepare in accordance with the provisions of Article VI.3(b).

11. The Executive Board shall make all necessary arrangements to consult the representatives of international organizations or qualified persons concerned with questions within its competence.

12. Between sessions of the General Conference, the Executive Board may request advisory opinions from the International Court of Justice on legal questions arising within the field of the Organization's activities.

13. The Executive Board shall also exercise the powers delegated to it by the General Conference on behalf of the Conference as a whole.

VI. Secretariat¹⁰. - 1. The Secretariat shall consist of a Director-General and such staff as may be required.

¹⁰ Questo articolo è stato così modificato dalle risoluzioni della Conferenza generale adottate nelle seguenti sessioni: VII (in *Resolutions* 1952, 7/C, 103-105); VIII (in *Resolutions* 1954, 8/C, 12-13); XXIV (in *Resolutions* 1987, 24/C, 167-168); XXV (in *Resolutions* 1989, 25/C, 192-194). Il testo iniziale dell'art. VI disponeva che: "1. The Secretariat shall consist of a Director-General and such staff as may be required. - 2. The Director-General shall be nominated by the Executive Board and appointed

2. The Director-General shall be nominated by the Executive Board and appointed by the General Conference for a period of six years, under such conditions as the Conference may approve. The Director-General may be appointed for a further term of six years but shall not be eligible for reappointment for a subsequent term.

The Director-General shall be the chief administrative officer of the Organization.

3. (a) The Director-General, or a deputy designated by him, shall participate, without the right to vote, in all meetings of the General Conference, of the Executive Board, and of the Committees of the Organization. He shall formulate proposals for appropriate action by the Conference and the Board, and shall prepare for submission to the Board a draft programme of work for the Organization with corresponding budget estimates.

(b) The Director-General shall prepare and communicate to Member States and to the Executive Board periodical reports on the activities of the Organization. The General Conference shall determine the periods to be covered by these reports.

4. The Director-General shall appoint the staff of the Secretariat in accordance with staff regulations to be approved by the General Conference. Subject to the paramount consideration of securing the highest standards of integrity, efficiency and technical competence, appointment to the staff shall be on as wide a geographical basis as possible.

5. The responsibilities of the Director-General and of the staff shall be exclusively international in character. In the discharge of their duties they shall not seek or receive instructions from any government or from any authority external to the Organization. They shall refrain from any action which might prejudice their positions as international officials. Each State Member of the Organization undertakes to respect the international character of the responsibilities of the Director-General and the staff, and not to seek to influence them in the discharge of their duties.

Nothing in this Article shall preclude the Organization from entering into special arrangements within the United Nations Organization for common services and staff and for the interchange of personnel.

VII. National co-operating bodies. – 1. Each Member State shall make such arrangements as suit its particular conditions for the purpose of associating its principal bodies interested in educational, scientific and cultural matters with the work of the Organization, preferably by the formation of a National Commission broadly representative of the government and such bodies.

2. National Commissions or National Co-operating Bodies, where they exist, shall act in an advisory capacity to their respective delegations to the General Conference, to the representatives and alternates of their countries on the Executive Board and to their Governments in matters relating to the Organization and shall function as agencies of liaison in all matters of interest to it.

3. The Organization may, on the request of a Member State, delegate, either temporarily or permanently, a member of its Secretariat to serve on the National Commission of that State, in order to assist in the development of its work.

by the General Conference for a period of six years, under such conditions as the Conference may approve. The Director-General may be appointed for a further term of six years but shall not be eligible for reappointment for a subsequent term. - 3. The Director-General, or a deputy designated by him, shall participate, without the right to vote, in all meetings of the General Conference, of the Executive Board, and of the Committees of the Organization. He shall formulate proposals for appropriate action by the Conference and the Board. - 4. The Director-General shall appoint the staff of the Secretariat in accordance with staff regulations to be approved by the General Conference. Subject to the paramount consideration of securing the highest standards of integrity, efficiency and technical competence, appointment to the staff shall be on as wide a geographical basis as possible. - 5. The responsibilities of the Director-General and of the staff shall be exclusively international in character. In the discharge of their duties they shall not seek or receive instructions from any government or from any authority external to the Organization. They shall refrain from any action which might prejudice their positions as international officials. Each State Member of the Organization undertakes to respect the international character of the responsibilities of the Director-General and the staff, and not to seek to influence them in the discharge of their duties. - 6. Nothing in this Article shall preclude the Organization from entering into special arrangements within the United Nations Organization for common services and staff and for the interchange of personnel”.

VIII. Reports by member states¹¹. – Each Member State shall submit to the Organization, at such times and in such manner as shall be determined by the General Conference, reports on the laws, regulations and statistics relating to its educational, scientific and cultural institutions and activities, and on the action taken upon the recommendations and conventions referred to in Article IV, paragraph 4.

IX. Budget. – 1. The budget shall be administered by the Organization.

2. The General Conference shall approve and give final effect to the budget and to the apportionment of financial responsibility among the States Members of the Organization subject to such arrangement with the United Nations as may be provided in the agreement to be entered into pursuant to Article X.

3. The financial period shall be two consecutive calendar years, unless otherwise decided by the General Conference. The financial contribution of each Member State or Associate Member is due for the whole financial period and is payable by calendar year. However, the contribution of a Member State or an Associate Member having exercised its right of withdrawal according to Article II, paragraph 6, shall be calculated, for the year during which the withdrawal takes effect, on a pro rata basis covering the period of its membership in the Organization.

4. The Director-General may accept voluntary contributions, gifts, bequests and subventions directly from governments, public and private institutions, associations and private persons, subject to the conditions specified in the Financial Regulations.

X. Relations with the United Nations Organization. – 1. This Organization shall be brought into relation with the United Nations, as soon as practicable, as one of the Specialized Agencies referred to in Article 57 of the Charter of the United Nations.

2. This relationship shall be effected through an agreement with the United Nations Organization under Article 63 of the Charter, which agreement shall be subject to the approval of the General Conference of this Organization. The agreement shall provide for effective co-operation between the two Organizations in the pursuit of their common purposes, and at the same time shall recognize the autonomy of this Organization, within the fields of its competence as defined in this Constitution. Such agreement may, among other matters, provide for the approval and financing of the budget of the Organization by the General Assembly of the United Nations.

XI. Relations with other specialized international Organizations and agencies.

– 1. This Organization may co-operate with other specialized inter-governmental organizations and agencies whose interests and activities are related to its purposes. To this end the Director-General, acting under the general authority of the Executive Board, may establish effective working relationships with such organizations and agencies and establish such joint committees as may be necessary to assure effective co-operation. Any formal arrangements entered into with such organizations or agencies shall be subject to the approval of the Executive Board.

2. Whenever the General Conference of this Organization and the competent authorities of any other specialized intergovernmental organizations or agencies whose purpose and functions lie within the competence of this Organization deem it desirable to effect a transfer of their resources and activities to this Organization, the Director-General, subject to the approval of the Conference, may enter into mutually acceptable arrangements for this purpose.

3. This Organization may make appropriate arrangements with other intergovernmental organizations for reciprocal representation at meetings.

4. The United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization may make suitable arrangements for consultation and cooperation with non-governmental international organizations concerned with matters within its competence, and may invite them to undertake specific tasks. Such co-operation may also include appropriate participation by representatives of such organizations on advisory committees set up by the General Conference.

¹¹ Questo articolo è stato così modificato dalle risoluzioni della Conferenza generale adottate nelle seguenti sessioni: XXVI (in *Resolutions* 1991, 26/C, 134 e 135); XXVI (in *Resolutions* 1991, 26/C, 134 e 135). Il testo iniziale dell'art. VIII disponeva che "Each Member State shall submit to the Organization, in such manner as shall be determined by the General Conference, reports on the laws, regulations and statistics relating to its educational, scientific and cultural institutions and activities, and on the action taken upon the recommendations and conventions referred to in Article IV, paragraph 4".

XII. *Legal status of the organization.* – 1. The provisions of Articles 104 and 105 of the Charter of the United Nations Organization concerning the legal status of that Organization, its privileges and immunities, shall apply in the same way to this Organization.

2. Article 104. The Organization shall enjoy in the territory of each of its Members such legal capacity as may be necessary for the exercise of its functions and the fulfilment of its purposes. Article 105. The Organization shall enjoy in the territory of its Members such privileges and immunities as are necessary for the fulfilment of its purposes.

3. Representatives of the Members of the United Nations and officials of the Organization shall similarly enjoy such privileges and immunities as are necessary for the independent exercise of their functions in connection with the Organization.

4. The General Assembly may make recommendations with a view to determining the details of the application of paragraphs 1 and 2 of this Article or may propose conventions to the Members of the United Nations for this purpose.

XIII. *Amendments.* – 1. Proposals for amendments to this Constitution shall become effective upon receiving the approval of the General Conference by a two-thirds majority; provided, however, that those amendments which involve fundamental alterations in the aims of the Organization or new obligations for the Member States shall require subsequent acceptance on the part of two thirds of the Member States before they come into force. The draft texts of proposed amendments shall be communicated by the Director-General to the Member States at least six months in advance of their consideration by the General Conference.

2. The General Conference shall have power to adopt by a two-thirds majority rules of procedure for carrying out the provisions of this Article.

XIV. *Interpretation.* – 1. The English and French texts of this Constitution shall be regarded as equally authoritative.

2. Any question or dispute concerning the interpretation of this Constitution shall be referred for determination to the International Court of Justice or to an arbitral tribunal, as the General Conference may determine under its Rules of Procedure.⁽¹⁾

XV. *Entry into force*¹². – 1. This Constitution shall be subject to acceptance. The instrument of acceptance shall be deposited with the Government of the United Kingdom.

2. This Constitution shall remain open for signature in the archives of the Government of the United Kingdom. Signature may take place either before or after the deposit of the instrument of acceptance. No acceptance shall be valid unless preceded or followed by signature. However, a State that has withdrawn from the Organization shall simply deposit a new instrument of acceptance in order to resume membership.

3. This Constitution shall come into force when it has been accepted by twenty of its signatories. Subsequent acceptances shall take effect immediately.

4. The Government of the United Kingdom will inform all Members of the United Nations and the Director-General of the receipt of all instruments of acceptance and of the date on which the Constitution comes into force in accordance with the preceding paragraph.

In faith whereof, the undersigned, duly authorized to that effect, have signed this Constitution in the English and French languages, both texts being equally authentic.

Done in London the sixteenth day of November, one thousand nine hundred and forty-five, in a single copy, in the English and French languages, of which certified copies will be communicated by the Government of the United Kingdom to the Governments of the Members of the United Nations.

¹² Questo articolo è stato così modificato dalla risoluzione della Conferenza generale adottata nella sessione XXVI (in *Resolutions* 1991, 26/C, 134 e 135). Il testo iniziale dell'art. XV disponeva che: "1. This Constitution shall be subject to acceptance. The instrument of acceptance shall be deposited with the Government of the United Kingdom. - 2. This Constitution shall remain open for signature in the archives of the Government of the United Kingdom. Signature may take place either before or after the deposit of the instrument of acceptance. No acceptance shall be valid unless preceded or followed by signature. - 3. This Constitution shall come into force when it has been accepted by twenty of its signatories. Subsequent acceptances shall take effect immediately. - 4. The Government of the United Kingdom will inform all Members of the United Nations and the Director-General of the receipt of all instruments of acceptance and of the date on which the Constitution comes into force in accordance with the preceding paragraph".